

**Publication de l'Observatoire des mines 2012 :
Une baisse dramatique des fonds alloués aux victimes**

Lyon, le 29 novembre 2012 - Rendu public aujourd'hui, l'*Observatoire des mines 2012* présente le bilan pour 2011 du *Traité d'Ottawa*, qui interdit l'utilisation, le stockage, la production ainsi que le transfert de mines antipersonnel. Handicap International s'inquiète de la baisse de 30% des fonds alloués à l'assistance aux victimes alors même que les mines et restes explosifs de guerre occasionnent une victime toutes les deux heures dans le monde. Plus de 40% des victimes civiles recensées sont des enfants. La *Conférence des Etats parties*, qui aura lieu à Genève du 3 au 7 décembre, sera l'occasion pour Handicap International d'appeler la France à déployer les moyens à la hauteur des enjeux.

L'*Observatoire des mines 2012*, qui présente le bilan annuel du *Traité d'Ottawa*, témoigne de l'engagement des Etats dans la lutte contre les mines antipersonnel. Plus de 4000 nouvelles victimes de mines et restes explosifs de guerre ont été recensées en 2011. On estime à 500 000 le nombre de survivants d'accidents qui ont besoin d'une aide à vie. Cependant, les moyens déployés par les Etats parties ne sont pas à la hauteur des enjeux: en 2011, les fonds dédiés à l'assistance aux victimes ont diminué de près d'un tiers, alors même que le montant affecté en 2010 s'avérait déjà largement insuffisant. « *Depuis que l'Observatoire des mines enregistre les fonds alloués à l'assistance aux victimes, le montant n'a jamais été aussi bas*, souligne Jean-Marc Boivin, Directeur de Handicap International France. *L'ensemble des Etats bailleurs concèdent 23 millions pour venir en aide aux 500 000 survivants, à leur famille et à leur communauté, ce qui est extrêmement faible et insuffisant ! Je voudrais rappeler au gouvernement français que l'assistance aux victimes est un engagement des Etats parties et ne relève pas d'une quelconque mansuétude de sa part.* »

78 pays et territoires sont toujours contaminés par les mines et restes explosifs de guerre. Toutes les deux heures, une nouvelle victime de ces armes est recensée dans le monde. Près des trois quarts de ces victimes sont des civils et plus de 40% d'entre elles sont des enfants. Dans certains pays, la proportion d'enfants victimes de mines est particulièrement préoccupante : elle atteint le triste record de 90% pour le Kenya, l'Ouganda et le Yémen et reste très élevée en Libye et en Afghanistan (plus de 60%) et au Laos (58%). Pourtant, faute de financements adaptés, des pays comme l'Afghanistan ou l'Ouganda ont du réduire ou fermer leurs projets d'assistance aux victimes. Depuis l'entrée en vigueur du *Traité d'Ottawa*, plus de 1 000 enfants sont victimes de ces armes chaque année. « *Leurs besoins sont plus importants que ceux des adultes* », alerte Rahmatullah Merzavee, Ban Advocate¹ afghan de 22 ans qui a perdu ses deux jambes à neuf ans suite à une explosion de mine. « *Leurs prothèses doivent être ajustées régulièrement pour s'adapter à leur croissance, les traitements sont longs et coûteux et les risques d'exclusion du système scolaire sont particulièrement importants.* » Un ensemble de facteurs qui pèsent encore davantage sur les pays les plus pauvres. Ces derniers sont également les plus touchés par le fléau des mines et restes explosifs de guerre.

Handicap International sera présente à Genève du 3 au 7 décembre pour la 12^{ème} *Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa*, une occasion d'interpeller les gouvernements présents sur leurs responsabilités et d'appeler au respect des obligations du traité. Des Ban Advocates seront également présents pour prendre la parole et mettre les Etats face aux conséquences dramatiques des mines et restes explosifs de guerre. Aujourd'hui, Handicap International intervient dans 63 pays dont plus de 40 sont pollués par les mines et restes explosifs de guerre. L'association mène des projets de déminage, de sensibilisation aux risques de ces armes, d'appareillage et d'assistance aux victimes. Son expertise de terrain lui confère également la légitimité pour intervenir sur la scène internationale afin d'aboutir à l'éradication complète de ces armes.

Contact presse : Sophie Gaguin, 04 26 68 76 47 ; sgaguin@handicap-international.fr

¹ Les «*Ban Advocates*» sont des survivants d'accidents de mine ou de sous-munitions qui plaident auprès des gouvernements pour l'interdiction de ces armes et l'entière application des droits des victimes. Le groupe est aujourd'hui constitué de 30 victimes issues de huit pays contaminés (Afghanistan, Ethiopie, Irak, Kosovo, Laos, Liban, Serbie, Vietnam). Ce projet a été initié par Handicap International en septembre 2007 en Serbie. Depuis, l'association soutient chaque année leurs initiatives.